Le coût d'administration des prêts privés dans les zones rurales en voie de développement

Anthony Bottomley

Volume 49, numéro 3, juillet-septembre 1973

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/803013ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/803013ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Bottomley, A. (1973). Le coût d'administration des prêts privés dans les zones rurales en voie de développement. *L'Actualité économique*, 49(3), 446–455.
<https://doi.org/10.7202/803013ar>

Le coût d'administration des prêts privés dans les zones rurales en voie de développement

Dans les pays développés, les intérêts sur les prêts de faible montant comportant des risques relativement élevés, tels que les crédits à la consommation, sont souvent du même ordre que ceux dont sont affectés les prêts ruraux dans les pays pauvres, pour la simple raison, probablement, que les frais administratifs et les risques sont importants dans les deux cas. Aux Etats-Unis, par exemple, le taux maximal légal qu'imposent les sociétés sur les emprunts personnels est de 30% par an dans le Maryland et en Virginie ¹, et en France le taux annuel moyen d'intérêt était, il y a quelques années, estimé à 18.55% pour les emprunts destinés à l'achat de voitures 4 CV Renault, tandis qu'il était de 30.80% pour les radios et atteignait 40% sur certains achats payables à tempérament ², chiffres que l'on peut favorablement rapprocher de la moyenne mondiale pondérée de 24 à 36% estimée pour les taux d'intérêt frappant les emprunts privés ruraux dans les pays en voie de développement ³.

Etant donné la parité apparente entre les taux d'intérêt sur des prêts présentant des frais administratifs et des risques analogues dans les pays développés et dans les pays en voie de développement, il paraît raisonnable de se concentrer sur ces frais dans tout examen des causes qui justifient le coût élevé des emprunts pour les agriculteurs des pays pauvres ⁴.

Ce que nous voulons savoir, c'est donc pourquoi les frais d'administration des prêts privés sont si élevés dans les zones rurales des pays en

1. U Tun Wai, « Interest Rates Outside the Organized Money Markets of Under-Developed Countries », *Staff Papers on the International Monetary Fund II*, 1957-1958, p. 123.

2. Pierre Caboue, « Competition Among Banks in France and the Fixing of their Rates », *Banco Nazionale del Lavoro Quarterly Review*, Rome, juin 1953, p. 95.

3. U Tun Wai, *op. cit.*, p. 140.

4. C'est ce que signalent aussi K.S. Suryanarayana notamment dans « Reorganization of Rural Credit in India », *Indian Journal of Agricultural Economics XI*, avril-juin 1956, p. 43, et les auteurs de *Summary Report of the Conference on Farm Credit*, University of California, Berkeley, 1953, p. 69. De plus, nous supposons que les autres frais des prêteurs (les coûts d'opportunité de l'argent qu'ils prêtent et les primes pour risque) représentent une proportion constante de l'unité monétaire prêtée et que leurs coûts moyens par unité prêtée seront augmentés ou réduits exactement du montant de toute augmentation ou réduction intervenue dans ses frais moyens d'administration.

voie de développement⁵ et ce qu'on pourrait faire éventuellement pour les réduire. Le meilleur moyen de trouver une réponse à ces questions consisterait, semble-t-il, à examiner la structure des coûts administratifs des transactions des prêteurs.

Le prêteur, comme tout homme d'affaires, dressera un état du coût unitaire de ses transactions (c'est-à-dire des frais correspondant au prêt de chaque dollar ou piastre) et une partie de ce coût proviendra de l'administration de ses prêts. Par conséquent, pour étudier les causes du coût élevé de l'administration des prêts privés dans les zones rurales des pays en voie de développement, nous devons nous préoccuper de l'impossibilité dans laquelle se trouve le prêteur d'utiliser intégralement sa capacité d'administrer les prêts et du coût élevé de l'administration de chaque unité prêtée même si la capacité du prêteur est intégralement utilisée.

Les questions suivantes sont subordonnées à ces considérations de base : 1) le nombre de prêts que le prêteur consent, 2) l'importance de chacun de ses prêts, 3) la période moyenne d'emprunt et 4) les frais administratifs que le prêteur doit assumer pour se procurer les réserves complémentaires dont il pense avoir besoin.

Le point 1) n'intéresse que le problème qui consiste à atteindre le point le plus bas de la courbe du coût d'administration moyen ou unitaire du prêteur, tandis que les points 2), 3) et 4) sont importants pour toute réduction du coût unitaire global des transactions du prêteur. Nous examinerons donc tour à tour chacun de ces points.

5. Au Mexique, avant la Seconde Guerre mondiale, la Banque nationale a constaté que ses frais d'administration sur les prêts ruraux étaient de près de 25 p.c. du principal (Eylar N. Simpson, *The Ejido: Mexico's Way Out*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1938, p. 389 — voir aussi pp. 399 et 400). La *Nigerian Western Region Finance Corporation* a constaté qu'elle avait dû consacrer 47 p.c. de ses recettes entre 1958 et 1963 à couvrir ses frais d'administration (Oluwasanmi et Aslo, « The Role of Credit in Traditional Agriculture: The Western Nigerian Experience », *Nigerian Journal of Economic and Social Studies*, mars 1965, cité dans *Consortium, op. cit.*, tableau 98, p. 317). Mais en Equateur, des banques commerciales consentent des prêts agricoles à court terme non garantis moyennant un taux d'intérêt de 18% environ, dont 4 ou 5% seulement pour « l'enregistrement, les honoraires juridiques et les frais d'estimation ». Mais ces mêmes banques vendent des obligations au public à 10% par an et font aux agriculteurs des prêts à long terme sur hypothèque à 11% (Agricultural Finance Centre, Ohio State University: *Agricultural credit research in Ecuador*, n° 19, Columbus, 1966, p. 8). La Banco Nacional de Fomento de l'Etat, en revanche, calcule ses frais d'administration par sucre prêté à 11% (L.N. Fryer, J.O. Hayes et R. Benalcázar, *Feasibility Study of a System of Agricultural Credit in Ecuador*, International Development Services Inc., Washington, 1965, p. 11). Au Nigéria du nord, « les coopératives locales paient 7.5% aux banques ... et demandent 15% aux agriculteurs, quelle que soit la durée » (V.C. Johnson, *Paper on Agricultural Credit*, ICA/W-TOICO-210, Lagos, International Co-operation Administration, 11 octobre 1960, p. 3; document dactylographié des archives de l'administration). En Inde, la différence entre les taux d'emprunt des coopératives et les intérêts qu'elles imposent sur les sommes reprêtées est de l'ordre de 5% (FAO, *Rapport sur le Centre de développement sur le crédit agricole pour l'Afrique*, Addis-Abéba, Rome, 1963, par. 153).

1) *Nombre de prêts individuels que le prêteur consent*

Il se peut fort bien que les prêteurs souffrent souvent du sous-emploi qui est en général le sort commun de tous ceux qui vivent dans les collectivités agricoles pauvres du monde entier⁶. Lorsque ce sous-emploi sévit, il se traduit de la part du prêteur par une tendance à imposer sur chaque unité qu'il prête des frais administratifs suffisamment élevés au total pour se maintenir à flot ; encore qu'en réalité, ces frais puissent fort bien être en grande partie liés à d'autres activités auxquelles il se livre par ailleurs (négoce, commerce de produits agricoles, etc.).

Cependant, si nous nous en tenons à un examen de ses seules activités de prêteur, le problème se ramène à l'accroissement du volume de ses prêts, soit par une augmentation du nombre des emprunteurs, soit par l'augmentation du montant des emprunts que les clients existants pourront être persuadés de contracter. Nous n'étudierons ici que le premier point, le second entrant dans le cadre de la section 2) sur le montant des prêts.

Il y a en fait trois moyens d'accroître le nombre de prêts que les prêteurs octroient, pour leur permettre d'étaler la courbe de leurs frais administratifs moyens. Ces trois moyens sont les suivants : a) augmenter le nombre de prêts que les emprunteurs existants négocient, avec des transactions connexes, sans réduire le montant de chacun ; b) augmenter le nombre total d'emprunteurs dans la zone d'action de chaque prêteur ; c) réduire le nombre de prêteurs, de sorte que chacun de ceux qui resteront aura davantage de clients. Cependant, ces trois moyens sont tous liés en réalité au processus de développement lui-même.

a) *Augmenter le nombre de prêts que les emprunteurs négocient*

Les agriculteurs n'emprunteront vraisemblablement pas davantage en moyenne durant une période donnée s'ils n'ont pas de possibilités nouvelles d'utiliser des capitaux. C'est probablement l'introduction de techniques de production plus avancées qui suscitera de nouveaux emprunts : usage accru d'engrais, d'insecticides, d'eau d'irrigation, etc. Au fur et à mesure que ces innovations se répandront, l'agriculteur aura besoin de crédits supplémentaires et si le prêteur consent ses avances pour chaque facteur de production que l'agriculteur achètera, les frais qu'il devra faire payer pour se tenir à flot (frais administratifs) seront répartis sur un grand nombre de transactions. De plus, le coût unitaire des services du prêteur dans une collectivité donnée diminuera encore plus rapide-

6. Par exemple, il est indiqué dans un rapport de l'ONU (*Measures for Economic Development in Under-Developed Countries*, New York, 1951) cité par G.M. Meier et R.E. Baldwin dans *Economic Development* (John Wiley and Sons, New York, 1957) que dans de nombreuses régions de l'Inde, du Pakistan, des Philippines et de l'Indonésie l'excédent de la population agricole est de l'ordre de 20 à 25 p.c.

ment si celui-ci est aussi le négociant qui fournit les marchandises faisant l'objet du prêt⁷. Si les prêts se traduisent par un relèvement de la productivité, il pourra être possible aussi de réduire les loisirs involontaires du négociant-prêteur en multipliant ses transactions avec l'agriculteur.

b) *Augmenter le nombre d'emprunteurs dans la zone d'action du prêteur*

Toute augmentation du nombre des agriculteurs qui contractent des emprunts dans la zone d'action du prêteur proviendra en général d'une croissance économique globale. Elle peut être due soit à un morcellement plus poussé des parcelles existantes ou à une expansion de la superficie totale des terres en culture, et il ne faut pas supposer que la première de ces possibilités entraîne nécessairement des conséquences fâcheuses. Dans certaines régions du monde en voie de développement, un morcellement judicieux des terres est empêché par des obstacles institutionnels. En Amérique du Sud, par exemple, les exploitants ont souvent des terres trop étendues pour permettre une utilisation aussi productive que possible des ressources et la main-d'œuvre pourrait être disposée à accroître les bénéfices nets de l'économie si un plus grand nombre de paysans étaient utilisés pour l'exploitation⁸. Dans tout le Moyen-Orient également, la formule de la propriété commune des terres empêche que celles-ci ne soient exploitées de façon plus intensive par les individus⁹. Dans ces conditions, un morcellement qui permettrait aux paysans de cultiver individuellement la terre se traduirait sans aucun doute par un accroissement du nombre des agriculteurs qui auraient besoin de capitaux et demanderaient des prêts. En revanche, dans d'autres régions, les parcelles individuelles ont déjà été trop morcelées pour permettre une utilisation maximale des ressources, et une fragmentation plus poussée ne serait pas un moyen souhaitable d'étendre la zone d'action du prêteur.

Dans ce dernier cas, un processus de croissance qui accroîtrait le nombre des prêts qu'un prêteur peut consentir en réduisant simultanément son coût unitaire de fonctionnement, devrait être le résultat ou bien d'une exploitation plus capitalisée des terres (voir plus haut) ou bien

7. Voir par exemple C.R. Wharton, « Marketing, Merchandises and Money Lending : A Note on Middleman Monopsony in Malaya », *Malayan Economic Review* VII, octobre 1962, p. 35 et FAO, *Agricultural Credit Through Cooperatives and Other Institutions*, Rome, 1965, p. 55.

8. Voir Benjamin Higgins, *Economic Development : Problems, Principles and Policies*, Constable and Co., Londres, 1959, p. 105, et Anthony Bottomley, « Monopolistic Rent Determination in Underdeveloped Rural Areas », *Kyklos*, vol. XIX, fasc. 1, 1966, pp. 106-118.

9. Voir, par exemple, Alfred E. Broc, *Orcharding in Tripolitania*, Tripoli, Provincial Department of Agriculture, 1954, p. 14, et Anthony Bottomley, « Détermination du loyer lorsque les propriétés sont tenues en commun dans les contrées sous-développées », *Revue des sciences économiques*, mars 1967, pp. 1-10.

d'une expansion de la superficie cultivée. Il y a naturellement des pays où la culture atteint un niveau économique, mais ils ne sont probablement pas en majorité. Dans la plupart des pays, les agriculteurs devraient être incités à emprunter davantage pour mettre de nouvelles terres en culture.

c) *Réduire le nombre de prêteurs dans une zone donnée*

Si le nombre de prêteurs peut être réduit dans une zone donnée, il est évident que le nombre de clients par prêteur tendra simultanément à augmenter et que les capacités administratives de ceux qui resteront seront plus pleinement utilisées. En d'autres termes, tous les prêteurs survivants qui étaient jusque là sous-employés fonctionneront à un niveau inférieur de la courbe de leur coût administratif.

Théoriquement, on peut parvenir à ce résultat en stimulant la concurrence entre prêteurs de façon à en amener un certain nombre à se retirer. Il est probable qu'ainsi seuls survivront ceux dont les frais de fonctionnement seront les moins élevés. On peut aussi prévoir théoriquement que si la concurrence est plus intense, le prêteur verra la courbe de ses prêts infléchie par une demande plus élastique du point de vue des intérêts et que, par conséquent, le point d'équilibre se situera à un volume de prêts plus proche de son coût moyen minimal.

Mais, une fois de plus, l'intensification de la concurrence entre prêteurs est conditionnée par le processus de développement lui-même. Des informations doivent être diffusées et les agriculteurs doivent être incités à se renseigner sur les meilleures conditions de crédit. Il faut construire des routes et améliorer d'autres moyens de communication. Dans bien des régions, les agriculteurs doivent être libérés de leur assujettissement traditionnel à certains prêteurs, ce qui signifie qu'ils ne doivent plus être astreints à traiter avec un seul prêteur, en vertu de dettes contractées, d'accords de fermage, de relations commerciales¹⁰, de distances physiques¹¹, de leur ignorance¹² ou pour d'autres raisons¹³, et ce genre de transformation ne sera pas facile à opérer.

2) *Montant des prêts individuels*

L'analyse ci-dessus a été limitée à la question de l'accroissement du nombre de prêts que le prêteur consent, de façon qu'il tende, du point de

10. Wharton, *op. cit.*, pp. 34 et 35.

11. *Report of the Committee of Direction, All India Rural Credit Survey*, Reserve Bank of India, Bombay, 1954, p. 194.

12. Voir W.T. Newlyn et D.C. Rowan, *Money and Banking in British Colonial Africa*, et CEAEO, *Mobilization of Domestic Capital in Certain Countries of Asia and the Far East*, cités l'un et l'autre par U Tun Wai, *op. cit.*, pp. 42 et 107.

13. Pour un complément d'analyse sur ces points, voir Charles Gamba, « Poverty and Some Socio-Economic Aspects of Hoarding, Saving and Borrowing in Malaya », *Malayan Economic Review*, II, octobre 1958, p. 44.

vue administratif, au coût unitaire le plus bas, l'unité étant représentée par la monnaie utilisée : un dollar ou une piastre, par exemple. Les modifications que nous avons décrites plus haut comme conditionnant ce résultat devront être effectuées pour que ce qui suit puisse contribuer de façon valable à réduire le coût administratif des opérations de prêt. En d'autres termes, le milieu du prêteur doit être transformé pour qu'il lui soit possible, s'il survit, d'utiliser pleinement ses talents et son temps. Les heures qu'il passe à superviser ses prêts doivent avoir chacune un coût d'opportunité supérieur au zéro correspondant à ce qui aurait pu être jusque là des loisirs forcés.

Il est vrai, naturellement, qu'en augmentant le montant des prêts qu'il consent, le prêteur peut rapprocher ses frais administratifs par dollar ou par piastre prêtés de leur point le plus bas puisque la charge imposée pour la maintenir à flot sera répartie sur un plus grand nombre d'unités monétaires. Cependant, il convient en général de considérer l'accroissement du volume des prêts individuels comme un moyen de réduire le temps que le prêteur doit passer sur chaque dollar prêté. Dans ces conditions, comme il est peu probable que le temps passé à l'administration d'un prêt augmente proportionnellement au volume de celui-ci, on pourrait s'attendre à une réduction du coût unitaire d'administration lorsque le temps du prêteur a une valeur « à la marge ». Il nous faut toutefois conclure une fois de plus que tout accroissement du montant que le prêteur avance sera lié au processus de développement lui-même.

Tant que les agriculteurs resteront de petits exploitants dont les besoins sont relativement modestes et qui sont parfois peu disposés ou incapables à rembourser, ils continueront à emprunter de faibles montants¹⁴ dont la négociation et le recouvrement demanderont chaque fois du temps, et le coût administratif de chaque dollar que le prêteur prêtera continuera à être proportionnellement élevé. Cependant, l'agriculteur ne commencera vraisemblablement à emprunter des sommes plus importantes que si ses besoins de capitaux augmentent, c'est-à-dire s'il com-

14. Au Nigéria du nord, 43 p.c. des prêts agricoles étudiés en 1958 portaient sur moins de 28 dollars des Etats-Unis et 88 p.c. sur moins de 84 dollars (H.S. Vigo, *Survey of Agricultural Credit, Northern Nigeria*, 1958, cité par *Consortium*, *op. cit.*, pp. 8 et 9). En Ouganda, le montant moyen des prêts accordés aux membres des coopératives en 1964/65 était de l'ordre de 20 dollars (Diana Hunt, « Some Aspects of Agricultural Credit in Uganda », *EDRP*, n° 105, Makerere University College, Kampala, septembre 1966, p. 5, texte ronéotypé). En Equateur, en 1966, le montant moyen des prêts privés consentis dans l'agriculture était de l'ordre de 33 dollars (*Agricultural Finance Centre of the Ohio State University*, *op. cit.*, n° 10, p. 3). Une enquête menée au Chili a révélé que ce montant s'élevait à 84 dollars par agriculteur en 1964/65 (Charles Nisbet, *The Relationship Between Institutional and Informal Credit Markets: The Chilean Case*, document inédit qu'on peut se procurer au Land Tenure Centre de l'Université du Wisconsin, 1967, tableau I, p. 9 et tableau II, pp. 17 et 23). A Ceylan, en 1960, le montant moyen des prêts à court terme consenti par des coopératives était de 28 dollars (FAO, « Rapport sur le Centre de développement sur le crédit agricole pour l'Afrique », *op. cit.*, par. 145 et 153).

mence à défricher et à cultiver de nouvelles terres, à utiliser davantage d'engrais ou de semences plus coûteuses, etc. De même, si le prêteur est aussi négociant, le montant des prêts individuels augmentera si les opérations d'emprunts peuvent être dissociées des transactions relatives aux diverses marchandises que les agriculteurs lui achètent¹⁵. C'est dire qu'il sera souvent plus économique pour le prêteur-négociant, du point de vue du temps passé à enregistrer les prêts, d'avancer des sommes forfaitaires aux agriculteurs de façon que ceux-ci puissent payer comptant les marchandises dont ils ont besoin. Le prêteur n'aura pas ainsi besoin d'inscrire la dette pour chaque achat effectué. S'il est aussi remboursé en espèces, par opposition à des livraisons périodiques de produits agricoles, le coût de la tenue de ses comptes se trouvera également réduit.

Les prêteurs les plus importants pourraient aussi commencer de traiter avec les anciens des villages qui, à leur tour, distribueraient les prêts, ou un groupe d'agriculteurs pourrait se réunir pour négocier un prêt, ce qui se fait parfois au Japon ; mais une formule de cet ordre ne serait justifiée que si elle permettait au prêteur de réaliser des économies importantes sur ses frais administratifs et s'il était disposé à faire bénéficier les emprunteurs de ces économies sous la forme de taux d'intérêt réduits. Toutefois, il est peu probable que ces conditions seront réalisées tant que le prêteur n'aura pas d'autre moyen d'employer son temps. Une nouvelle répartition d'un volume donné de prêts sur un nombre moindre de transactions n'amènera donc une réduction valable des frais de fonctionnement unitaire du prêteur que lorsque celui-ci sera employé à plein temps.

3) *Durée moyenne de la période de crédit*

Un autre facteur qui tend à relever le coût des prêts est lié à l'objet auquel ceux-ci sont destinés. Dans l'ensemble du monde en voie de développement, les prêts productifs sont souvent négociés entre le moment des semailles et celui de la moisson, si bien que les frais administratifs de l'emprunt et du remboursement doivent être répartis sur une période de quelques mois seulement. Si les réserves du prêteur sont appelées à rester inutilisées pendant tout le reste de l'année, il doit être dédommagé pour le temps pendant lequel ses capacités ainsi que ses fonds restent inemployés par suite de la nature des besoins de l'emprunteur.

Tant du côté de l'offre que de celui de la demande, on hésite en général à se lancer dans des investissements à long terme. Cette réticence provient probablement de la limitation dans le temps des perspectives des

15. Pour une description des opérations de prêt comparées aux achats individuels, voir K.R. Chou, « Report on the Credit System of the Distributive Trade in Sarawak », contenu dans T.S. Silcock, *The Fiscal Survey Report of Sarawak*, Kuching, F.W. Lane, Government Printer, 1956.

agriculteurs¹⁶ et peut-être aussi des prêteurs dans les zones en voie de développement. Quoi qu'il en soit, en prolongeant la période moyenne de crédit on tendrait à réduire le coût d'administration des prêts mais, sans intervention extérieure, cette modification sera vraisemblablement la conséquence plutôt que la cause de la croissance. Il conviendrait à cet égard de procéder à certaines modifications qui rendraient tout investissement à long terme qu'un agriculteur pourrait faire plus liquide qu'il ne l'est actuellement.

En ce qui concerne le prêteur, ce résultat pourrait être obtenu si la banque centrale était disposée à réescompter des emprunts contractés en vue d'améliorations à long terme. L'emprunteur pourrait également être encouragé dans le même sens s'il pouvait emprunter une partie du montant de ses frais d'entretien annuels sur la garantie de ses améliorations à long terme. Tel serait le cas, par exemple, des frais d'entretien d'une plantation d'arbres en attendant que ceux-ci portent des fruits. Là encore, dans le cas de vergers qui peuvent ne pas rapporter avant des années, la création d'un marché foncier facile favorable aux arbres en croissance permettrait aux agriculteurs qui auraient soudain besoin d'argent de jouir d'un sentiment de sécurité lié à la certitude de pouvoir réaliser quand ils le désirent une partie du résultat de leurs efforts.

Mais, une fois de plus, toutes ces considérations supposent des transformations sociales et institutionnelles complexes. Toute réduction des frais administratifs tenant à un prolongement de la période de crédit sera donc inextricablement associée au processus de développement lui-même et aucune mesure valable ne peut sans doute être prise à l'égard du prêteur seul, si ce n'est l'extension des facilités de réescompte.

4) *Les frais administratifs liés à l'extension des réserves des prêteurs*

Les prêteurs financent leurs prêts entièrement au moyen de leurs propres réserves, ou bien ils se procurent des crédits par ailleurs. Dans ce dernier cas, les frais liés à l'obtention de ces réserves supplémentaires comprennent toujours des dépenses administratives encourues à cet effet. Ces dépenses administratives sont parfois élevées puisqu'elles peuvent remonter à un prêteur urbain ou, dans le cas de crédit associé au commerce rural, à un exportateur étranger par l'intermédiaire d'un grossiste local ou d'une banque commerciale ou d'un prêteur local¹⁷. Elles peuvent parfois remonter plus loin, soit à une banque centrale, soit au siège d'une banque commerciale d'un marché monétaire international tel que Londres. Dans ce dernier cas, le coût de ce crédit supplémentaire pourra même remonter plus loin encore à la Banque d'Angleterre, par l'inter-

16. Voir, par exemple, Broc, *op. cit.*, p. 9.

17. Voir Burton Benedict, « Capital Savings and Credit Among Mauritian Indians », dans R. Firth et B.S. Yamen, *Capital, Saving and Credit in Peasant Societies*, George Allen and Unwin Ltd., Londres, 1964, p. 344.

médiaire des offices de réescompte britannique. A chaque stade, une action administrative est nécessaire et elle doit chaque fois être payée, ce qui relève le taux d'intérêt final imposé à l'agriculteur d'un pays en voie de développement ¹⁸.

Pour résoudre ce problème, il convient de supprimer certains maillons de la chaîne. Une banque centrale pourrait, par exemple, prêter directement au prêteur urbain ou même au prêteur rural. Cependant, une difficulté se pose du fait que ces prêteurs, d'importance relativement modeste, sont en général incapables de produire le genre de document qu'une banque centrale considère normalement susceptible d'être réescompté. Selon les exigences de la banque centrale en cause, le prêteur pourra être tenu de présenter des reçus satisfaisants des magasins où sont stockées les denrées agricoles dont il finance la commercialisation, ainsi que la preuve que ces denrées ont été convenablement triées ¹⁹. Il pourra aussi être appelé à fournir des titres de propriété pour garantir des emprunts destinés à des aménagements ou à des récoltes en cours de production, etc. Il pourra même être obligé de mettre son affaire en société et de renoncer à toutes activités étrangères à la banque ²⁰. Or le prêteur moyen ne peut en général répondre à ces conditions, avec le type de prêts qu'il consent.

En d'autres termes, lorsque les denrées agricoles sont convenablement stockées et triées et lorsque les titres de propriété sont bien définis et constituent une garantie acceptable, un pays est en général proche d'un niveau élevé de développement économique. Par conséquent, on ne peut compter que sur le progrès général pour faire baisser les frais administratifs liés à l'accroissement des réserves des prêteurs ruraux : ils se réduiront alors d'eux-mêmes. Cependant, il reste à savoir comment susciter ce progrès. Il conviendrait sans doute à cet égard de persuader les banques centrales des pays en voie de développement d'assouplir leurs réglementations en matière de réescompte, et cette question devra faire partout l'objet d'un examen rigoureux.

Conclusions

Nous avons dans l'ensemble conclu que toute réduction du coût administratif global des prêts consentis aux agriculteurs des pays pauvres suivra la croissance économique plutôt qu'elle ne la précédera. Dans les circonstances actuelles, il sera extrêmement difficile de réduire ces coûts dans la plupart des pays en voie de développement. C'est en partie pour cette raison qu'un grand nombre de tentatives tendant à remplacer les prêteurs de village par des banques ou des institutions coopératives de

18. FAO, *op. cit.*, p. 55.

19. *All India Rural Credit Survey*, p. 484.

20. *Ibid.*, p. 325.

prêt patronnées par l'Etat ont échoué, encore que les problèmes posés par le risque aient largement contribué à leur perte. Le succès des remplaçants des prêteurs dépendra donc de leur aptitude à réaliser les économies externes indiquées ci-dessus. Il ne semble pas du reste qu'il s'agisse nécessairement de remplacer le prêteur mais de créer des conditions telles que celui-ci puisse opérer plus efficacement sans pour autant s'approprier tous les bénéfices de l'accroissement de son rendement.

Anthony BOTTOMLEY,
Université de Bradford (Angleterre).